

CCAS Attention : inflation dans vos assiettes et vos vacances !

En cette période de baisse du pouvoir d'achat, FO Énergie et Mines a voté contre 2 délibérations proposées lors du dernier Conseil d'Administration. En effet, celles-ci portent à la fois sur l'augmentation du prix des repas dans les restaurants d'entreprise mais également sur les tarifs vacances adultes, familles et jeunes.



Augmentation du prix des repas en exemple :

Le repas B passe de 3.04 € à 3.18 € avec une participation inchangée à 0.66 €, le C de 3.97 € à 4.15 € avec une participation qui passe de 1.59 € à 1.63 €, le D de 5.25 € à 5.49 € avec une participation de 2.87 € à 2.97 €.

FO Énergie et Mines a vivement souhaité que le Conseil porte plutôt une revendication forte auprès des employeurs de la branche en leur demandant d'augmenter leur participation financière au niveau des repas, au lieu de le faire supporter aux salariés. *Certes, l'indice INSEE des prix à la consommation a évolué de 4.33 % sur 11 mois mais ce n'est pas une raison pour attaquer davantage le pouvoir d'achat des électriciens et gaziers, déjà largement entamé par la crise.*

La deuxième « inconvenante délibération » porte, quant à elle, sur l'évolution des tarifs vacances adultes, familles et des séjours jeunes, qui sont considérés comme des séjours en pension complète...

Augmentation des tarifs vacances :

Adultes et familles :

- Evolution du tarif de référence pension complète et demi-pension à + 3.5 %
- Evolution du tarif de référence hébergement à + 2.5 %.

Vacances jeunes :

Augmentation différenciée suivant la durée des séjours :

3 % pour les séjours de 3 semaines, 3.5 % pour les séjours de 2 semaines et 4.5 % pour les séjours de proximité.

FO Énergie et Mines s'est opposée à ces augmentations qui font supporter aux salariés actifs et inactifs une hausse des tarifs vacances qui résulte avant tout des choix politiques de l'organisme. FO revendique de favoriser les départs par un accompagnement financier sur les transports. Malheureusement, cette hausse des tarifs des séjours va pénaliser encore plus ceux qui ont déjà des difficultés pour partir.

